

Les mutations du travail



L'incertaine révolution numérique

André VITALIS

professeur

à l'université de Bordeaux-3

f

organisé par la CPLR

orum

Mon travail
et moi

Souffrance,
Solidarité,
Espérance.

Les comptes rendus
des intervenants
sont en ligne sur :

[http://montravailetmoi.org/
index.php/
compte-rendu-des-interventions/](http://montravailetmoi.org/index.php/compte-rendu-des-interventions/)



Lyon • 2-3 février 2018

TRAVAILLER OU PAS A L'HEURE NUMÉRIQUE

Le travail est toujours aujourd'hui la source principale des revenus et un élément majeur dans la construction de l'individu et de sa reconnaissance sociale. On comprend pourquoi le chômage de masse et structurel que l'on observe depuis plusieurs décennies constitue une déchirure sociale et une grave atteinte à la personnalité de ceux qui en sont victimes.

Autant qu'à une logique économique libérale qui avantage les pays où la main d'œuvre est la moins chère, cette situation est à imputer aux innovations apportées par les techniques d'information et de communication. Avec les progrès continus d'une automatisation qui touche tous les secteurs, il ne s'agit plus d'aider ou d'économiser le travail humain mais de le remplacer. Selon un dernier rapport de l'OCDE, sept travailleurs sur huit sont moins performants que l'intelligence artificielle.

La révolution numérique bouleverse la place et le contenu du travail d'une toute autre façon que les révolutions industrielles qui l'ont précédée. Après les problématiques de l'exploitation et de l'aliénation des travailleurs, elle fait émerger celle des individus économiquement inutiles.

Une révolution numérique qui exalte et raréfie le travail

La révolution numérique nous place d'emblée devant un paradoxe. Alors qu'elle est présentée généralement comme une nouvelle chance de création d'emplois, on constate au contraire qu'elle contribue à les raréfier. La plupart des experts sont d'accord pour reconnaître qu'elle supprime plus d'emplois qu'elle n'en crée même si ce constat est rarement pris en compte dans le débat public.

La recherche de croissance à travers la révolution numérique

La conception actuelle du travail et sa valorisation par une véritable idéologie, date de la première révolution industrielle du XVIIIème siècle. Selon les historiens et les anthropologues, c'est à cette époque d'émergence d'un marché capitaliste qu'est inventé le travail tel qu'on le connaît aujourd'hui. Il prend la forme d'un rapport social avec d'un côté, des individus a priori libres de vendre leur force de travail et de l'autre, des employeurs capitalistes intéressés à l'acheter. Cette forme de travail-emploi et le rapport salarial qui la caractérise, concerne en premier lieu le monde de l'industrie avant d'être étendue à tous les secteurs d'activité. Le travail devient une réalité universelle qui semble avoir existé depuis toujours. Une brève incursion dans l'histoire des sociétés montre pourtant qu'il n'en est rien. Avant le XVIIIème siècle, ce qui allait être appelé travail est encadré dans des environnements religieux et politiques où il lui est rarement donné la priorité. Les chasseurs-cueilleurs ne consacrent que quelques heures de leur

quotidien à une activité productrice et ne se montrent pas intéressés à accumuler des richesses. Dans l'Antiquité l'intérêt porté aux Dieux est plus important qu'un travail jugé subalterne qui est laissé aux esclaves. Dans le christianisme à ses débuts, la grande affaire est celle du salut, le travail étant vécu comme une punition et une malédiction.

A partir de la fin du XVIIIème siècle, l'économie s'est autonomisée et a pris le pas sur les autres activités. Les premiers économistes libéraux considèrent le travail comme la source de la richesse des nations et comme l'étalon de la valeur de toute chose. Marx critique un rapport salarial injuste qui jette dans une misère épouvantable les ouvriers et leurs familles sans remettre toutefois en cause la valeur du travail. Au contraire, il en fait l'essence de l'homme et un moyen de transformation du monde. L'histoire humaine est pour lui l'histoire du travail. La figure glorieuse du Travailleur prend racine dans cette pensée ainsi que le productivisme des futurs Etats socialistes. Malgré d'importantes crises, la société de travail avec l'idéologie qui l'accompagne, se consolide avec la deuxième révolution industrielle de l'électricité tout au long du XIX siècle. L'immédiat après-guerre inaugure une période de prospérité et de plein emploi avec les « Trente Glorieuses », qui se termine par la crise du début des années 70. A cette date, un rapport du Club de Rome alerte sur les dangers d'un productivisme qui épuise les ressources limitées de la planète. Un premier choc pétrolier provoque une panne de croissance et un nombre croissant de chômeurs. Dans un tel contexte, le développement de nouvelles techniques d'information et de communication est considéré par les économistes et les experts comme une possibilité de sortir de crise. Ils estiment que comme les techniques antérieures de la machine à vapeur et de l'électricité, ces techniques auront des effets positifs sur la croissance et l'emploi. Une société de l'information est alors pensée comme une alternative à une société industrielle en panne, trop polluante et trop consommatrice d'énergie. Cette idée va être progressivement mise en pratique à travers plusieurs étapes, dans la mesure où il faut toujours un certain temps avant que les innovations techniques produisent leurs pleins effets. Dans une première étape, au début des années 70, suivant les recommandations d'un rapport Jacudi, le gouvernement japonais réalise l'informatisation des grandes fonctions de la vie sociale. Un peu plus tard, suivant les recommandations d'un rapport Nora/Minc sur l'informatisation de la société, le gouvernement français investit dans la télématique. Une deuxième étape est franchie au début des années 90, avec l'annonce par le gouvernement américain de la construction d'autoroutes de l'information qui vont bientôt être étendues à l'ensemble du monde. Une dernière étape intervient à la fin des années 2000 quand des milliards de personnes utilisant des smartphones, se connectent à internet. On parle alors d'une révolution numérique, considérée comme la révolution industrielle de notre temps, qui marque une nouvelle étape du progrès technique et apporte des changements dans tous les domaines.

Les destructions d'emplois que cette révolution va provoquer, ne suscitent pas de craintes excessives. On constate en effet que si dans un premier temps, les précédentes révolutions industrielles ont supprimé beaucoup d'emplois, dans un second temps, elles en ont créé de nouveaux aussi nombreux. Les gains de productivité ont permis de financer des emplois répondant à de nouveaux besoins. On retrouve ici est la fameuse destruction créatrice théorisée par Joseph Schumpeter ou la thèse voisine du déversement défendue par Alfred Sauvy, qui prend l'exemple des 20.000 porteurs d'eau du Paris du début du XIX siècle remplacés par l'installation de canalisations. On est ainsi passé d'une économie agricole à une économie de l'industrie puis au tertiaire dominé par les métiers de services répondant à des besoins nouveaux en matière de santé, de culture et de loisir.

La théorie de la destruction créatrice mise en défaut

Après l'annonce tapageuse de la fin du travail, au milieu des années 90, aux Etats-Unis, le thème du chômage technologique va faire l'objet d'une attention croissante. La révolution numérique dont la réalité s'est affirmée chaque jour davantage, est devenue une transition numérique dont on peut mesurer les effets. En 2011, deux chercheurs du M.I.T., dans un livre consacré au « deuxième âge de la machine », reprochent aux économistes et aux hommes politiques de sous-estimer et de ne pas prendre en compte l'impact négatif des techniques d'information sur l'emploi. Bien que se montrant optimistes sur leurs effets globalement bénéfiques sur la croissance économique et la création de nouveaux services, ils font le constat que pour la première fois dans la croissance américaine, depuis le début des années 2000, les gains de productivité n'entraînent aucune hausse des emplois. Alors qu'auparavant la machine était complémentaire du travail humain, elle tend aujourd'hui à le remplacer en faisant preuve de plus d'efficacité. Après la force musculaire, c'est la cognition humaine qu'elle concurrence aujourd'hui. Un autre livre sur « l'avènement des machines » publié en 2015 par un entrepreneur de la Silicon Valley, établit un bilan plus détaillé des conséquences destructrices pour l'emploi, du développement de l'automatisation au cours de la dernière décennie. Chiffres à l'appui, il constate la baisse de la part du travail dans le revenu national américain, la baisse de la population active, la diminution de la création d'emplois, la hausse du chômage de longue durée, le sous-emploi des jeunes diplômés et la baisse de leurs revenus, la disparition des emplois traditionnels de la classe moyenne remplacés par des emplois de service à bas salaires ou par des emplois hautement qualifiés. Toutes ces évolutions se sont faites au rythme d'une inégalité croissante. Les emplois tendent à se polariser avec d'un côté, une très petite minorité de super-cadres aux revenus confortables et de l'autre, des individus peu qualifiés confinés à des tâches mal payées non encore automatisables.

Les perspectives sur le devenir des emplois dans un contexte numérisé se sont multipliées. Le Conseil français d'orientation de l'emploi estime dans un rapport de 2017, que ces études, qui se réfèrent à des méthodologies différentes, livrent des résultats disparates. Le Conseil reconnaît cependant un risque significatif voire massif pour l'emploi. L'étude la plus alarmante a été publiée en 2013 par deux chercheurs de l'université d'Oxford qui considèrent que 47 % des emplois américains consacrés à des tâches routinières, ont toutes les chances d'ici deux décennies, d'être occupés par des robots. La plupart des travailleurs dans les transports et la logistique, de même que l'essentiel des emplois administratifs et les ouvriers dans les usines, seraient susceptibles d'être remplacés par des machines. Il en va de même pour une proportion substantielle de services. Les pourcentages avancés sont à peu près du même ordre pour les pays de l'Union européenne. Les rapports prospectifs ultérieurs ont revu très fortement à la baisse ces prévisions. Ils prévoient également des destructions d'emplois, mais insistent surtout sur la transformation des emplois. Tous les emplois ne sont pas automatisables à 100 % compte tenu de la complexité des interactions avec les clients ou avec les collègues de travail. Dans une étude de l'OCDE de 2016, seulement 9 % des emplois seraient potentiellement menacés et 30 % promis à une réorganisation en profondeur. Pour le Conseil français de l'orientation de l'emploi, dans un rapport de 2017, 10 % des emplois existants peuvent être supprimés et 50 % susceptibles d'évoluer dans leur contenu.

Avec des chiffres plus ou moins alarmants, ces études montrent que le numérique détruit l'emploi ou le rend plus précaire. Ce sont surtout des emplois peu qualifiés qui sont créés. Les services à la personne offrent les emplois les plus nombreux dans une économie où tout ce qui peut être automatisé le sera tôt ou tard. A long terme, selon 352 experts en intelligence artificielle interrogés par une équipe d'Oxford en 2017, il y a 50 % de chances que les machines soient plus performantes que nous dans toutes tâches dans quarante-cinq ans et que tous les métiers soient automatisés dans cent vingt ans.

Une plus grande autonomie et surexploitation du travailleur permises par les techniques d'information et de communication

Les techniques numériques sont ambivalentes. Elles sont des moyens de centralisation mais aussi de décentralisation, des moyens de communication mais aussi des moyens de contrôle. Dans le monde du travail, elles peuvent faciliter l'autonomie du travailleur mais également être mises au service de sa surexploitation.

Des techniques d'autonomie et d'émancipation

Le micro-ordinateur connecté à un réseau a permis l'émergence dans les années 80, d'une nouvelle façon de travailler en rupture complète avec celle du salariat. Façonné par une contre-culture californienne en relation avec les milieux de la recherche informatique, cette machine informatique a été inventée pour accroître le pouvoir de l'individu face aux grandes organisations. Le premier ordinateur Macintosh d'Apple est présenté en 1984 comme un objet qui anéantira les bureaucraties et permettra le développement de la liberté personnelle. Cet objet technique utilisé par de petites communautés en ligne constitue une ressource essentielle pour organiser un mode de vie autonome centré sur l'auto-production. Il libère la créativité de chacun des participants et facilite leurs interactions. Portée par les hippies et les hackers, une culture inédite du faire s'est imposée comme une alternative au travail salarié. Grâce à une activité productive menée hors des contraintes de la hiérarchie et de la division des tâches, l'individu peut s'exprimer et se réaliser. Il mène cette activité de manière autonome pour son plaisir, sans établir de coupure entre les loisirs et le travail. Il effectue ses travaux au sein d'une communauté qui communique librement par réseau et partage entre tous ses membres, les connaissances et les produits réalisés. Ils font partie d'un patrimoine commun accessible gratuitement. Les logiciels libres et l'encyclopédie en ligne Wikipédia témoignent de la fécondité de ce mode collaboratif de travail. On le retrouve aujourd'hui, avec d'autres modalités, dans des tiers lieux comme les fablabs ou les hackerspaces. Dans un monde capitaliste régi par la loi du marché, ce mode de production marginal est réservé à des individus dotés d'une importante compétence technique. Il a donné naissance à l'utopie d'une économie collaborative où les échanges entre les individus remplaceraient les échanges marchands. L'image d'un internet communautaire et convivial lui doit aussi beaucoup.

Dans les entreprises, au cours de ces mêmes années 80 puis 90, les techniques numériques vont être mises au service d'un nouveau modèle de management qui donne plus d'autonomie et de

responsabilité aux salariés. Plus flexible, ce modèle exige de traiter davantage d'informations et de communications que par le passé. Il ne s'agit plus désormais comme dans l'ancien modèle tayloriste et hiérarchique, d'appliquer des consignes ou de suivre des procédures préétablies mais d'atteindre des objectifs, de résoudre des problèmes inattendus, de s'adapter aux demandes des clients, d'innover. Ces modifications des conditions de travail semblent répondre à la critique du travail taylorisé que certains sociologues ont analysé comme une « critique artiste » d'un capitalisme qui a privé le travailleur d'une grande partie de la valeur et du sens de son activité. Le nouveau management veut le remobiliser en lui donnant plus de marge de manœuvre et en personnalisant la relation de travail. On attend de lui une implication qui engage toute sa personnalité et une intensification de son activité grâce aux outils numériques mis à sa disposition. L'autonomie concédée va de pair avec une plus grande responsabilité. L'implication et l'engagement personnels peuvent être source de satisfaction. Ils peuvent aussi être source de stress et de souffrance quand les objectifs fixés sont inatteignables ou lorsque les contraintes imposées par l'entreprise empêchent de travailler comme on le voudrait.

A côté d'une autonomie conquise et d'une autonomie concédée, les techniques numériques ont contribué au développement d'une autre forme d'autonomie liée au statut de travailleur indépendant. L'équipement informatique à domicile et un réseau qui autorise toutes les connexions, ont permis à de nouvelles catégories de personnes, de bénéficier de ce statut. Une première catégorie de ces travailleurs indépendants, ayant de bonnes compétences dans les domaines de l'informatique, de l'audiovisuel ou de la communication, répond aux offres de services des entreprises. Ces dernières pour réduire leurs coûts font réaliser par leurs clients des tâches effectuées auparavant en interne et externalisent également un certain nombre de services à haute valeur ajoutée. Sous le statut d'auto-entrepreneurs, de jeunes diplômés répondent à leurs propositions pour éviter le chômage ou pour mieux maîtriser leur temps et mener des projets personnels. Une seconde catégorie dont les revenus sont moins assurés, est constituée par un petit nombre d'individus créatifs dans les domaines de l'art et de l'artisanat. Profitant du brouillage des frontières opéré par le numérique, entre le monde du travail et celui du loisir, ils tentent de professionnaliser une activité réalisée par passion en amateur. En concurrence avec des professionnels mieux établis, ils proposent en ligne, sur des sites spécialisés, toutes sortes de productions : musiques, bandes dessinées, vidéos, objets artisanaux. Cette activité indépendante peut leur permettre de vivre de leur créativité même si elle est faite souvent en complément d'un revenu ou pendant une période limitée.

Des techniques de contrôle et d'exploitation

Les techniques numériques facilitent l'autonomie mais peuvent aussi faciliter et même aggraver l'exploitation et le contrôle des travailleurs. Elles prolongent et intensifient les méthodes tayloristes, loin d'avoir été abandonnées dans les nouveaux emplois de la grande distribution, de la restauration rapide ou des centres d'appel. Elles facilitent le contrôle de tâches simplifiées à l'extrême que des personnes sans qualification peuvent effectuer après quelques jours de formation. Le caractère routinier et monotone du travail conduit à une importante rotation de main d'œuvre.

Des moyens de plus en plus sophistiqués ont été mis au point pour la gestion et la surveillance des ressources humaines. Des progiciels de gestion intégrés prescrivent les tâches à accomplir,

standardisent les procédures et effectuent un contrôle a posteriori. A l'aide des GPS, est établie à l'avance, la tournée d'un livreur qui sera soumis à un contrôle permanent. Dans le domaine de la logistique, un logiciel de guidage vocal donne des ordres au préparateur de commande équipé d'un casque. Il lui indique les différents articles commandés et l'endroit où il doit les prendre. La préparation de commande est devenue une course de vitesse pour tenir les quotas et gagner des primes. Le préparateur est traité comme un appendice des machines, un robot utilisé et dirigé par des machines. A été inventé récemment par un chercheur américain, « un badge sociométrique » porté autour du cou du travailleur afin de mesurer le ton de sa voix, ses gestes et sa propension à parler et à écouter.

Internet après avoir été platformé par de grandes entreprises américaines en situation de quasi monopole, modifie les conditions de travail et souvent les aggrave. A côté des sites gratuits et communautaires des débuts du réseau, sont apparus au début des années 2000, des plateformes marchandes qui moyennant rétribution, mettent en relation des clients de services et une masse éclatée de travailleurs précaires. Ces travailleurs indépendants, sans grande qualification, sont à la recherche de petits jobs en menant souvent de front plusieurs activités. Fortement dépendants des plateformes, ils travaillent à la commande sans les garanties et la sécurité sociales qu'offre le salariat. Ils sont notés et classés par des algorithmes qui sécurisent leurs échanges avec les clients. Toute une gamme de travaux est proposée avec des conditions de travail plus ou moins dégradées. La plateforme de taxi Uber, une des plus connues, laisse aux chauffeurs auto-entrepreneurs une grande latitude dans l'accomplissement de leurs tâches. Hopword, une des plus grandes plateformes américaines, met en relation les entreprises et les travailleurs des métiers de bureau dans cent quatre-vingt pays. A partir des notes attribuées par les entreprises, elle conserve certains travailleurs et en élimine d'autres. Sur la plateforme Amazon Mechanical Turk, les donneurs d'ordre accèdent à une main d'œuvre massive et variée qui réalise les petites tâches qu'un ordinateur ne parvient pas à accomplir comme l'analyse et le classement du contenu de milliards d'images. Cette main d'œuvre résidant dans des pays les plus pauvres, est recrutée pour un mois ou un jour et rémunérée une misère.

L'avenir du travail dans une société automatisée

La révolution numérique bouleverse les conditions de travail mais surtout supprime plus d'emplois qu'elle n'en crée. Comme l'écrit un économiste, « dans le futur nous allons voir de plus en plus de choses qui ressemblent à de la science-fiction et de moins en moins qui ressemblent à des emplois ». Dans une note d'octobre 2015, le Conseil français d'analyse économique fait le constat que dans une économie numérique les professions intermédiaires tendent à se raréfier. Il remarque également que la création d'emplois se polarise autour de deux catégories : « d'une part, des emplois bien rémunérés à dimension managériale ou créative requérant une qualification élevée ; d'autre part, des emplois peu qualifiés et non routiniers, largement concentrés dans les services à la personne qui sont peu rémunérés car leur productivité reste faible ». Le nombre d'emplois créés dans les deux catégories n'est pas le même : un petit nombre dans la première catégorie, un très grand nombre dans la seconde, les plus précaires et les plus mal payés. Devant une évolution aussi régressive, la question se pose de savoir comment l'on peut éviter de poursuivre dans cette voie.

Imposer des limites à l'automatisation

Plusieurs réponses sont proposées. La première consiste à imposer des limites à l'automatisation, à ne plus donner la priorité à l'innovation technique mais à l'épanouissement social et personnel des individus. L'emprise des techniques numériques menace en effet l'autonomie de décision, les savoir faire, les capacités intellectuelles. Des systèmes de plus en plus immatériels font perdre le contact avec le monde sensible, que des pratiques plus artisanales font mieux toucher du doigt. L'établissement de limites est cependant une proposition qui a très peu de chances d'être retenue. Tracer des frontières entre les applications acceptables et celles qui ne le sont pas, ne relève pas de l'évidence. Par ailleurs et surtout, dans la recherche continue de productivité et de diminution des coûts qui caractérisent les économies en concurrence, investir dans les machines permet d'économiser de la main d'œuvre. Après le camion sans chauffeur, le premier magasin sans aucune caissière vient de voir le jour.

Réduire le temps de travail

La réduction drastique du temps de travail constitue une deuxième réponse. Elle est parfaitement résumée dans la formule « travailler moins pour travailler tous ». En un siècle et demi, grâce aux gains de productivité réalisés, la durée annuelle moyenne du travail, a été divisée par deux. Les critiques et polémiques suscitées par la loi française sur les 35 heures montrent cependant que même mime, une réduction du temps de travail, est loin de faire l'unanimité.

Instaurer un revenu déconnecté du travail

Une troisième réponse est constituée par l'instauration d'un revenu universel d'existence qui serait versé indépendamment de la participation à une activité productive. Le membre d'une société riche mais pauvre en emploi, du seul fait de son existence, doit pouvoir bénéficier d'un minimum de ressources.

Tant en France qu'à l'étranger, ce type de revenu fait actuellement l'objet d'expérimentations qui compte tenu des difficultés de financement, en limitent considérablement la portée en réduisant son montant ou en le réservant à certaines catégories sociales.

Ce revenu universel non lié au travail est proposé à partir de deux conceptions très différentes. Dans une première conception libérale, il s'agit surtout de rationaliser l'aide sociale, de réduire la pauvreté sans remettre en cause la distribution des richesses. Le revenu distribué ne doit pas dissuader son bénéficiaire de se présenter sur le marché de l'emploi.

Dans une deuxième conception, le revenu universel se présente comme la première étape d'une reconstruction sociale et politique. Il doit permettre à l'individu de faire face à ses besoins essentiels d'existence dans une société où le recours aux automates restreint le travail humain mais où les richesses ont été multipliées par deux aux cours des quarante dernières années.

Déconnectant le versement d'un revenu permettant de vivre de l'accomplissement d'une activité productive, elle remet en cause la place centrale qu'occupe le travail depuis deux siècles et réduit l'importance qu'il a prise dans l'intégration sociale. Une allocation de ce type est de nature à

dédramatiser la situation des chômeurs, la séparation entre les personnes ayant un emploi et celles qui n'en ont pas, perdant de son intérêt.

Un retour en arrière chez les premiers promoteurs d'un revenu universel dans le contexte d'une société en voie d'automatisation, permet d'en appréhender la véritable portée, d'en connaître les raisons et les justifications. Au début des années 80, Jacques Ellul et André Gorz, font partie de ces premiers promoteurs. Malgré des sources d'inspiration et des parcours différents, ces deux penseurs partagent une grande communauté de vue sur la question, à travers des échanges permanents. Gorz publie en 1980 « Adieux au prolétariat » et Ellul un an après, lui répond dans son livre « Changer de révolution » sous-titré « L'inéluctable prolétariat ». Tous les deux considèrent que le travail est de l'ordre de la nécessité et non de la liberté. Il s'agit moins de le libérer que de libérer l'homme du travail dans une économie où il se raréfie sous l'effet de l'automatisation. Dans ce type d'économie, ils constatent que la valeur est davantage produite par la croissance des moyens scientifiques et techniques que par le travail vivant. Avec les techniques d'information et de communication, c'est toute la société qui participe à la création des savoirs et des connaissances. Les dernières innovations techno-scientifiques apportent plus de richesses en automatisant le travail mais suppriment les emplois, la source de la plupart des revenus. Dans ces conditions, une nouvelle répartition socialisée de la richesse produite s'impose pour donner à chaque individu les moyens de vivre et de bénéficier d'un temps libéré de la contrainte économique.

L'occupation de ce temps libéré du travail, que les deux penseurs considèrent comme un temps donné à l'expression personnelle, a fait naître beaucoup de craintes. Que devient en effet la vie humaine si elle n'est pas remplie par le travail ? Dès les années 30, l'économiste anglais John Maynard Keynes pose cette question après avoir prévu une semaine de travail réduite à 15 heures grâce aux progrès technologiques. Il dit songer avec terreur au réajustement des habitudes que cela impliquerait. Le problème économique résolu, il faut s'attendre à une dépression nerveuse collective. Ayant été entraînés trop longtemps à faire des efforts et non à profiter de la vie, ce qui nous attend, selon lui, est très déprimant. Plus près de nous, au début des années 60, la philosophe Hannah Arendt fait état des mêmes craintes sur un mode encore plus alarmiste. Dans une société où le travail occupe une place centrale, elle remarque que les activités les plus hautes et les plus enrichissantes ont été oubliées et que seule une minorité estime ce qu'elle fait comme une œuvre et non comme un moyen de gagner sa vie. Délivrer les individus des peines du labeur par la technologie, provoquerait un profond malaise social. « Ce que nous avons devant nous, écrit-elle, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire ».

Le risque existe en effet de voir le bénéficiaire d'un temps libéré de la contrainte économique, devenir sous l'emprise de la publicité, un consommateur aliéné sans aucune capacité d'expression personnelle. Selon l'auteur d'un livre consacré aux « utopies réalistes », il ne faut pas exagérer ce risque. Distribuer de l'argent aux pauvres n'augmenterait pas leur paresse. Cela est prouvé d'après lui, anthropologiquement (personne ne veut passer son temps à regarder le plafond) et empiriquement (les expérimentations montrent un accroissement de leur taux d'activités). Il est difficile d'imaginer les occupations d'un temps soustrait à l'emprise marchande et à la rationalité économique. Il peut être consacré au travail ou à toute autre activité. Le mot « travail » est mal approprié pour désigner les nombreuses activités productives qu'il rend possibles : la production collaborative de biens et de services gratuits, la production pour son seul plaisir, un engagement par vocation dans l'entraide et la solidarité. Une

participation politique plus élargie et plus intense peut être aussi facilitée et beaucoup d'autres activités agréables et épanouissantes pour l'individu. Si on perçoit les potentialités de l'utopie d'un temps libéré, son réalisme reste à prouver.

Une société dominée par l'économie et l'idéologie du travail sera toujours réticente devant la proposition d'un revenu déconnecté de l'activité productive. Le caractère radical et véritablement révolutionnaire de cette proposition, la rend difficilement applicable même si une automatisation croissante peut aider à mieux en apprécier la pertinence. Comme l'écrit dans « La sortie du capitalisme a déjà commencé » André Gorz, en 2008 : « Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que pour la première fois nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent ».

Repères bibliographiques

ARENDR H. (1961), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

BENAVANT C. (2016), *Plateformes, sites collaboratifs, marketplaces, réseaux sociaux. Comment ils influencent nos choix*, Limoges, Fyp éditions.

BRYNJOLFSSON E. et McAFEE A. (2015), *Le deuxième âge de la machine. Travail et prospérité à l'heure de la révolution technologique*, Paris, Odile Jacob.

CARR N. (2017), *Remplacer l'humain. Critique de l'automatisation de la société*, Paris, Ed. L'Echappée.

CEREZUELLE D. (1996), *Pour un autre développement social. Au-delà des formalismes techniques et économiques*, Paris, Desclée de Brouwer.

COLIN N. et VITAUD L. (2016), *Faut-il avoir peur du numérique*, Paris, Armand Colin.

CONSEIL d'analyse économique (2015), « Economie numérique », n° 26.

CONSEIL d'orientation pour l'emploi (2017), Rapport « Automatisation, numérisation et emploi ».

CRAWFORD M. B. (2010), *Eloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, Paris, La Découverte.

CRAWFORD M. B. (2016), *Pourquoi nous avons perdu le monde et comment le retrouver*, Paris, La Découverte.

DURAND J.P. (2017), *La fabrique de l'homme nouveau. Travailler, consommer et se taire*, Lormont, Le Bord de l'eau.

ELLUL J. (2013), *Pour qui, pour quoi travaillons-nous*, Paris, La Table ronde.

ELLUL J. (1982), *Changer de révolution. L'inéluctable prolétariat*, Paris, Le Seuil.

FLICHY P. (2017), *Les nouvelles frontières du travail à l'ère numérique*, Paris, Seuil.

FORD M. (2017), *L'avènement des machines, Robots et intelligence artificielle : la menace d'un avenir sans emploi*, Limoges, Fyp éditions.

FREYSSENET M. (1993), « L'invention du travail », *Futur antérieur*, n° 16.

GORZ A. (2004), *Métamorphose du travail. Critique de la raison économique*, Paris, Gallimard.

GORZ A. (1980), *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.

HARPAGES D. (2017), *Mourir au travail. Plutôt crever*, Neuvy-en-Champagne, Le passager clandestin.

KATJA G. et al (2017), « When will AI exceed human performance ? Evidence from AI experts », arXiv.

KEYNES J.M. (1930), « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot.

LIOGIER R. (2016), *Sans emploi. Condition de l'homme post-industriel*, Paris, Les liens qui libèrent.

MEDA D. (1995), *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion.

PRADES J. (2006), *Compter sur ses propres forces. Initiatives solidaires et entreprises sociales*, La Tour-d-Aigues, Editions de l'Aube.

CARR N. (2017), *Remplacer l'humain. Critique de l'automatisation de la société*, Paris, Ed. L'Echappée

SENNET R. (2010), *Ce que sait la main, la culture de l'artisanat*, Paris, Albin Michel.

STIEGLER B. (2015), *La société automatique. L'avenir du travail*, Paris, Fayard.

VITALIS A. (2016), *L'incertaine révolution numérique*, Londres, Iste editions.

WIEVIORKA M. (2013), « Le travail aujourd'hui. L'hypothèse de la reconnaissance », *La nouvelle revue du travail*.